

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/C.5/35/104  
5 décembre 1980  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session  
CINQUIEME COMMISSION  
Points 91 et 44 j) de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1980-1981

Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées  
par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire

CAMPAGNE MONDIALE POUR LE DESARMEMENT

Incidences administratives et financières du projet de résolution  
publié sous la cote A/C.1/35/L.46

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153  
du règlement intérieur de l'Assemblée générale

1. A sa 43ème séance, le 25 novembre 1980, la Première Commission a adopté le projet de résolution publié sous la cote A/C.1/35/L.46. Elle était saisie d'un état des incidences financières de ce projet (A/C.1/35/L.53).
2. Aux termes du projet de résolution publié sous la cote A/C.1/35/L.46 du 18 novembre 1980, l'Assemblée générale, ayant examiné la section pertinente du rapport du Secrétaire général sur les quatrième et cinquième sessions du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement (A/35/575), prierait le Secrétaire général d'entreprendre, avec l'assistance d'un petit groupe d'experts qui, dans la mesure où les circonstances le permettent, serait composé de préférence de membres du Secrétariat de l'ONU, une étude sur l'organisation et le financement d'une campagne mondiale pour le désarmement sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.
3. Pour mener à bien cette étude, le Secrétariat aurait besoin de l'aide de trois consultants de l'extérieur ayant les compétences voulues, qui seraient engagés à un niveau équivalant à la classe P-5 pour une période totale de deux mois chacun. Les consultants se réuniraient à New York pendant deux périodes de deux semaines dans le courant de 1981 et n'auraient pas besoin de services de conférence.

4. Le Centre pour le désarmement participerait de très près à la réalisation de l'étude dans les domaines relevant de sa compétence, et assurerait notamment la coordination avec d'autres services du Secrétariat, selon que de besoin.

5. En conséquence, si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution publié sous la cote A/C.1/35/L.46, le Secrétaire général demanderait une ouverture de crédit supplémentaire d'un montant total de 35 000 dollars, au titre du chapitre 2B du budget-programme de l'exercice biennal 1980-1981.

-----